

## Parcoursup : le Far West au service du privé

19/01/2026

Présenté de façon cynique comme une réponse au tirage au sort des jeunes restés sans affectation directe avec APB (pourtant < 1% dont la moitié finalement admise), Parcoursup en exclut bien davantage. Malgré le nom de la loi (Orientation et Réussite des Étudiants), il désoriente une partie des jeunes vers des formations par défaut. Son objectif réel a été d'introduire une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur (le bac ne suffit plus), de réduire la proportion d'inscriptions post-bac et de caser les jeunes là où on leur trouvait de la place plutôt que d'augmenter les moyens pour les former selon leurs choix. Et bien sûr d'accompagner le développement de l'Enseignement supérieur privé y compris à but lucratif...

### Parcoursup n'a pas amélioré la réussite étudiante

Parcoursup a été mis en place en 2018 avec la loi ORE, Orientation et Réussite des étudiants. En 2025, 15,67% des candidat-es n'ont eu aucune proposition et 84% seulement sont satisfaits de leur affectation. Avant la loi ORE, avec l'ancien système APB, plus de 80% des jeunes avaient d'emblée et rapidement une affectation certaine et surtout, selon leur préférence. Moins de 0,5% restaient sans affectation au final, ce qui restait inacceptable et aurait dû être résolu mais pas à la façon Parcoursup. On note une difficulté encore plus grande pour les bachelier-ères issus de bacs technologiques puisque seuls 71,4% des bachelier-ères STMG ont finalement pu avoir une affectation, sans oublier les dizaines de milliers qui abandonnent en cours de processus, découragés. Parcoursup, c'est aussi une sélection sociale déguisée. L'opacité des modalités effectives de sélection a été dénoncée tant par la défenseure des droits que par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) ou la Cour des Comptes.

En réalité, Parcoursup est devenu synonyme d'angoisse pour les élèves et les familles. Les améliorations proposées en 2025 par le ministre sont largement insuffisantes. En effet, la principale avancée est la création d'une carte d'identité pour chaque formation, qui donne des informations plus complètes qu'auparavant. Mais les études sociologiques montrent que plus on a d'informations, qu'on ne comprend pas si on n'a pas les outils nécessaires (capital culturel), plus on est perdu. Parcoursup présente cette année près de 25.000 formations, de quoi avoir le tournis, surtout pour les élèves qui n'ont pas les clés pour se repérer dans cette jungle.

### Les politiques publiques actuelles ne favorisent pas la réussite étudiante

Au-delà de Parcoursup, les politiques publiques ne répondent pas aux besoins des étudiant-es, qui sont massivement touchés par la précarité. D'après les estimations des syndicats étudiants et des associations qui proposent des aides alimentaires aux étudiant-es, environ 1/3 des étudiant-es serait en grande précarité : moins de 100€, voire moins de 50€ par mois pour se nourrir et se soigner. Et les enquêtes menées par l'Insee, l'Observatoire de la vie étudiante et d'autres organismes démontrent qu'il ne s'agit pas d'une galère passagère telle qu'on peut se l'imaginer dans l'inconscient collectif

(le Rastignac qui doit manger de la vache enragée quelques années), il s'agit bien d'une précarité structurelle, qui empêche les étudiant·es d'aujourd'hui de réussir leurs études. Les mesures mises en place au fil des années telle que la création des Crous, ou plus récemment les repas à 1€, sont largement insuffisantes. En termes de logement étudiant par exemple, le gouvernement prévoit la construction de 45.000 places d'ici 2027 quand les syndicats étudiants évaluent les besoins à hauteur de 600.000 logements. Un écart qui démontre le peu d'investissement consenti par le gouvernement pour l'accès aux études supérieures.

## Parcoursup s'inscrit dans la logique de Macron : les entreprises d'abord

Lors d'un discours en 2022, Macron explicitait le rôle qu'il confiait aux universités, à savoir préparer les étudiant·es au monde du travail.

Il est évident pour le milieu universitaire que le rôle de l'université publique est aussi de préparer les étudiant·es au monde du travail. Mais il ne s'agit pas d'enfermer les étudiant·es dans une vision purement utilitariste des formations pour créer une main-d'œuvre immédiatement employable. Bien au contraire, la plus-value de l'université est de former des citoyennes et citoyens, dotés d'un esprit critique et de capacités d'adaptation à un monde en constante évolution.

La notion de compétence qui s'est imposée ces dernières années, malgré les réticences du milieu universitaire, est bien éloignée des premières théories de compétence en tant que capital humain qui s'exprimaient après-guerre. Il s'agit aujourd'hui de se concentrer non pas sur l'esprit critique ou les capacités à mener un projet et s'adapter aux évolutions du monde du travail, mais sur des savoir-faire et des savoir-être, pour une adaptabilité immédiate au marché du travail, alors même que ce marché évolue en permanence et qu'une formation professionnalisante à courte visée n'assure en rien la capacité des jeunes ainsi formés à suivre les évolutions du marché du travail, que l'on sait pourtant rapides. À l'opposé de cette politique des formations par blocs de compétences, la CGT FERC Sup défend les qualifications et les diplômes.

La réforme du bac Blanquer répond à cette même logique d'orientation précoce où l'éducation ne sert qu'à fournir de la main d'œuvre mais en plus sans garantie d'avoir visé le créneau qui sera demandeur le moment venu. Elle constitue une pression énorme pour les jeunes qui doivent choisir des spécialités et maîtriser les règles du jeu implicites de l'orientation dans le supérieur dès la 1<sup>e</sup>. Contrairement aux affirmations du ministre de l'époque, n'importe quelle option n'ouvre pas n'importe quelle porte, il faut savoir quelles options choisir dès le lycée pour optimiser ses chances d'entrer dans telle formation du supérieur. Parcoursup s'inscrit pleinement dans ce jeu complexe et faussé qui n'annonce pas les règles clairement.

## Le véritable objectif du gouvernement : assécher l'ESR public au profit du privé

Aujourd'hui, un quart des étudiant·es suit une formation dans le privé. L'augmentation du nombre d'étudiant·es ces dernières années a été principalement absorbée par l'ESR privé puisque l'État non seulement n'a pas augmenté les moyens du service public d'ESR pour suivre l'augmentation des effectifs mais, pire, les a réduits. Cette privatisation de l'ESR a débuté dans les années 90 et a véritablement explosé ces 10 dernières années puisqu'on est passé de 19% des étudiant·es dans le privé à 25% aujourd'hui. Si l'ESR privé couvre des secteurs traditionnellement non couverts par l'Université (typiquement, les écoles de commerce), il se développe désormais aussi en concurrence avec les formations universitaires et sans avoir, lui, ni l'appui scientifique ni la charge de développer de la recherche.

La question majeure qui se pose alors est liée au fait que ces établissements reçoivent des aides publiques, pendant que l'ESR public voit ses financements baisser chaque année en euros constants : l'État investit peu dans l'ESR public – le financement d'État aux universités baisse chaque année en euros constants, la part du PIB dédiée à la recherche baisse – mais alimente au contraire massivement l'ESR privé, que ce soit par des aides financières (notamment l'apprentissage) ou par la visibilité donnée à un grand nombre de formations privées sur Parcoursup. 40% des formations présentées sur Parcoursup sont dispensées dans des établissements privés avec des frais d'inscription beaucoup plus élevés que dans le public. Les collectivités territoriales participent également à ce développement : les "petites" villes ne disposant pas de site universitaire se battent pour accueillir des écoles privées, qui renforceront l'attractivité et le dynamisme de la ville (commerce, logement, courbe démographique rajeunie, etc.) Les villes sont prêtes à dépenser de l'argent public pour accueillir ces écoles privées, par exemple en aménageant des locaux.

La privatisation de l'ESR ainsi encouragée va à l'encontre d'une réelle politique éducative et sociale qui permettrait à l'ensemble des bachelier-ères qui le souhaitent de faire des études supérieures de qualité. L'analyse de la situation chilienne, l'un des premiers pays à favoriser la privatisation de l'ESR, est sans appel : les universités publiques – gratuites – offrent peu de places, ce sont les meilleurs étudiant-es qui peuvent y étudier, pendant que les autres paient très cher des formations dont la qualité n'est pas toujours assurée.

## Le Far West de l'ESR privé à but lucratif

Car le problème réside surtout dans le secteur de l'ESR privé à but lucratif, qui propose des formations dont la qualité est très variable – les exemples sont multiples. Le marché de l'enseignement est en effet un secteur extrêmement porteur, qui représente aujourd'hui 12.500 Md\$ à l'échelle mondiale : un taux de croissance élevé (7%) et un taux de rentabilité défiant toute concurrence (de 20 à 40% selon les entreprises). C'est également un marché juteux car il manipule un "produit" – la formation initiale – qui nous suit pour toute la vie et qu'on ne peut pas revendre, au contraire des produits de consommation ou même de l'immobilier. Même lorsqu'une formation est de faible qualité, rares sont les étudiant-es qui abandonnent, même – et surtout ! – s'ils l'ont payée très cher ; l'investissement est trop lourd pour être laissé en cours de route. De la même manière, un étudiant-e sera réticent à critiquer la formation qu'il a suivie puisqu'il doit la monnayer sur le marché du travail : dire publiquement que sa formation ne vaut rien le desservirait trop, c'est ainsi que certains établissements continuent à profiter de l'angoisse des élèves et des familles malgré les carences parfois immenses de leur offre de formation.

Ce marché très rentable a logiquement été pénétré par les fonds d'investissement, il s'agit aujourd'hui d'un secteur totalement financiarisé. En France, 9 des 10 plus grandes entreprises du secteur ont été rachetées par des fonds d'investissement. La seule logique qui gouverne devient le rendement ; des stratégies de prédation marchandes sont mises en œuvre, parfois très agressives, visibles notamment sur les salons de l'étudiant où le privé occupe parfois jusqu'à 90% des stands. Ils n'hésitent pas à présenter l'université comme un repoussoir en vantant la qualité de leurs locaux ou leur taux d'insertion professionnelle – quelle que soit la réalité qui se cache derrière – bien souvent sans évoquer les contenus de formation. Publicité totalement ou seulement partiellement mensongère, le discours reste très difficile à décrypter pour les jeunes et leurs familles, d'autant que nous baignons dans une logique de marché où un produit cher est supposé a priori meilleur qu'un produit peu coûteux.

Ce secteur se développe à l'échelle mondiale, à l'exception notable des États-Unis. En effet, les excès ont été tels dans les années 2000 que la régulation est désormais très forte. Il faut noter que ce sont les États fédérés qui financent les établissements de l'ESR, ils sont donc extrêmement attentifs à l'utilisation des fonds alloués. Par ailleurs, la situation des États-Unis est évidemment très différente de la France puisque les universités publiques sont payantes, le coût des études est très élevé et le poids de la dette étudiante (autre manne pour les amis banquiers du président Macron) est un sujet autrement plus prégnant que chez nous.

Pour revenir à la France, Parcoursup ne fournit aucune aide aux familles sur ce point, bien au contraire, puisqu'il n'affiche pas moins de 20% d'établissements hors contrat, c'est-à-dire non reconnus par le Ministère, dont bon nombre proposent des formations payantes parfois très chères, à plus de 10.000€ l'année. Le Ministre a certes proposé des améliorations sur la plateforme en 2025 mais il manque toujours un outil pour réellement réglementer le secteur. Car la plupart des établissements à but lucratif ne sont pas sur Parcoursup, et surfent justement sur l'angoisse des élèves et leurs familles en leur proposant d'éviter la plateforme et le stress que ce système génère.

Pire, le projet du gouvernement Macron-Baptiste sur l'ESR prévoit de légitimer complètement certaines formations privées, censées contribuer au service public, en leur permettant d'être reconnues directement par l'État et de délivrer des diplômes nationaux, mettant fin définitivement au monopole de la collation des grades par l'État.

## La manne de l'apprentissage

Ce marché est particulièrement juteux également en raison de la réforme de l'apprentissage menée en 2018 par Macron. On ne peut que constater l'échec cuisant de cette réforme, qui visait initialement les publics éloignés de l'emploi, notamment les formations avant le bac (CAP en particulier), mais qui alimente en réalité une majorité de formations supérieures. Si les universités sont concernées, la concurrence est intenable face à des établissements bien moins contraints sur le plan comptable et administratif, et donc largement préférés par les entreprises. Ainsi, les 16 Md€ par an qui financent les formations en apprentissage alimentent principalement l'ESR privé et surtout, bien sûr, l'ESR privé à but lucratif. Ce secteur capte donc une grande part d'argent public, sans aucune réglementation des formations en contrepartie. Le nombre de sociétés d'ESR privé qui se sont jetées sur cette fontaine à financement a été tel en 2025 que le budget prévu par l'État a été largement dépassé...

## En conclusion

La politique actuelle de la France concernant l'ESR est largement tournée vers le soutien aux entreprises, et non vers le maintien d'un service public émancipateur et ouvert à tous. Il y a pourtant un enjeu fort non seulement sur le plan social de réduction des inégalités et de renforcement d'une citoyenneté éclairée, mais aussi un enjeu économique, tant le taux de croissance d'un pays est en lien direct avec la qualité de la recherche et des formations qui en découlent dans ses universités.